

Pays à dominante rurale, la Bolivie a une population pour 60% de race indienne. Les récents événements de Cochabamba - cf DIAL D 153 - ont souligné la gravité de la situation paysanne.

23 JUN 1976

Le manifeste ci-dessous, élaboré à Tiahuanacu, au sud du Lac Titicaca, et publié vers le milieu de l'année 1973, éclaire d'un jour particulier les revendications paysannes actuelles: la culture indienne et l'héritage ancestral en constituent la toile de fond.

Quelques dates importantes à rappeler pour la vie politique de la Bolivie: 21 août 1971, coup d'Etat du colonel Hugo Banzer - 27 octobre 1972, dévaluation de 66,66% du peso bolivien - 21 janvier 1974, augmentation de plus de 100% de six produits alimentaires de base - 28 janvier 1974, proclamation de l'état de siège, suivi des heurts sanglants qui ont fait plus de cent morts chez les paysans - élections présidentielles prévues pour 1974.

(Note DIAL)

MANIFESTE DE TIAHUANACU

Introduction

"Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre" déclarait l'Inca Yupanqui aux espagnols.

Nous, les paysans Quechuas et Aymaras, à l'égal des paysans des autres traditions culturelles autochtones du pays, nous signons la même déclaration. Nous avons conscience d'être économiquement exploités et culturellement comme politiquement opprimés. La Bolivie n'a pas réalisé l'intégration des cultures, mais leur superposition et la domination des uns par les autres, étant entendu que pour notre part nous sommes dans la tranche la plus basse et la plus exploitée de la pyramide. La Bolivie a connu et connaît encore des frustrations considérables. L'une d'elles, probablement la plus importante, est l'absence de participation effective des paysans Quechuas et Aymaras à la vie économique, politique et sociale du pays. Nous estimons que sans un changement radical de ce côté, il sera toujours impossible de réaliser l'unité nationale et de parvenir à un développement qui soit dynamique, harmonieux et approprié à la réalité du pays et à nos besoins.

La Bolivie passe actuellement par une nouvelle étape de sa vie politique, dont l'une des principales caractéristiques est l'éveil de la conscience paysanne. A l'approche d'une période pré-électorale, les professionnels de la politique cherchent une fois de plus à se rapprocher des paysans pour solliciter leurs voix, et, une fois de plus, ils le font par des mensonges et des promesses fallacieuses. La participation politique des paysans doit être réelle et non artificielle. Aucun parti ne peut édifier le pays sur le mensonge et sur l'exploitation des pay-

sans. Nous, les paysans, situés en dehors de toute préoccupation de partis et uniquement appliqués à la libération de notre peuple, nous voulons exprimer dans ce document les idées que nous estimons essentielles pour l'organisation économique, politique et sociale du pays.

Notre propre culture est la valeur première

Tout véritable processus (de développement) ne peut se faire qu'à partir d'une culture. Elle est la valeur la plus fondamentale de la vie d'un peuple. La frustration nationale a pour origine le fait que les cultures quechua et aymara ont toujours été victimes d'une volonté de destruction systématique. Les hommes politiques des minorités dominantes ont cherché à mettre en oeuvre un développement basé essentiellement sur une servile imitation du développement des autres pays, alors que notre héritage culturel est absolument différent. En se prévalant d'un matérialisme pratique, on en est arrivé à croire que le progrès concerne uniquement les aspects économiques de l'existence.

Nous, les paysans, nous voulons le développement économique, mais à partir des valeurs qui nous sont propres. Nous ne voulons pas perdre nos valeurs ancestrales de noblesse au nom d'un pseudo-développement. Nous nous défions d'un faux "développementisme" importé de l'extérieur, parce qu'il est artificiel et qu'il ne respecte pas nos valeurs essentielles. Nous voulons qu'on supprime les paternalismes d'antan et qu'on cesse de nous considérer comme des citoyens de seconde zone. Nous sommes des étrangers dans notre propre pays.

On n'a respecté ni nos qualités ni notre conception du monde et de la vie. L'éducation scolaire, la politique partisane et la promotion technique n'ont pas réussi à provoquer à la campagne un quelconque changement qui soit significatif. La participation des paysans n'a pu être obtenue parce qu'on n'a ni respecté leur culture ni compris leur mentalité. Nous, les paysans, nous sommes convaincus qu'il n'y aura développement dans le secteur rural comme dans l'ensemble du pays qu'à partir du moment où nous deviendrons les artisans de notre progrès et les maîtres de notre destinée.

Par ses méthodes, ses programmes et sa langue, l'école rurale est étrangère à notre réalité culturelle. Elle n'a pas seulement pour but de transformer l'indien en une sorte de métis sans caractère ni personnalité, elle recherche également son assimilation à la culture occidentale et capitaliste. Les programmes destinés à la campagne sont élaborés dans le cadre des structures mentales individualistes, alors que notre histoire est essentiellement de type communautaire. Le système coopératif est partie intégrante d'un peuple qui a inventé des modes de production d'aide mutuelle tels que le ayni, la mink'a, les yanapacos, camayos, etc. La propriété privée, le sectarisme politique, l'individualisme, la distinction des classes et les luttes internes sont arrivés avec la Colonisation et se sont accentués avec les Régimes Républicains. La réforme agraire relève également de cette perspective.

Le pouvoir économique et politique constitue la base de la libération culturelle. Nous devons techniciser et moderniser notre passé, sans toutefois rompre avec lui. Toute tentative d'européanisation ou d'américanisation, ainsi qu'on s'est appliqué à le faire par l'éducation et la politique, est vouée une fois encore à l'échec. Tout mouvement politique

qui se veut réellement libérateur de la paysannerie doit absolument tenir compte de nos valeurs culturelles dans son organisation et son programme. L'indien est un homme noble et juste, sobre et respectueux, travailleur et profondément religieux. Mais toute cette richesse que recèle l'âme indienne n'a jamais été comprise ni respectée. L'action politique de la Colonisation et celle des Gouvernements Républicains ont été éminemment destructrices, au point que certains d'entre nous se sont laissés imprégner des graves défauts des hommes politiques corrompus et corrupteurs. On a voulu faire de nous les tremplins des pires ambitions et des passions les plus basses. Nous nous refusons à continuer de suivre ce chemin d'asservissement et d'avilissement. Les résultats catastrophiques sautent aux yeux: par suite d'une éducation faussée et d'un arrivisme politique, il y se trouve des indiens qui ne veulent plus être indiens; ils se sont laissés imprégner des pires défauts des autres peuples et sont devenus les nouveaux exploiters de leurs propres frères. Nous leur adressons un appel fraternel pour qu'ils s'unissent à nous dans un Mouvement de Revendication en faveur de nos droits et de notre culture, afin qu'ensemble nous puissions travailler à la libération économique et politique de notre peuple.

Gouvernements, hommes politiques, économistes et éducateurs, tous doivent se convaincre de l'échec absolu de la "promotion" des paysans Aymaras et Quechuas avec lesquels on a utilisé des méthodes erronées. Par ce Document, nous voulons tracer les lignes générales d'une politique paysanne de libération.

Les enseignements de notre histoire

Avant la conquête espagnole, nous étions un Peuple millénaire dont les qualités se déployaient dans un milieu hautement socialisé. La Colonisation ne sut pas reconnaître et respecter notre culture qui fut alors écrasée et asservie. L'Indépendance n'apporta pas la liberté à l'indien; parce qu'elle se fit sous le signe du libéralisme, l'indien fut considéré et traité comme un élément passif dont la seule aptitude était de servir de chair à canon dans des guerres sans fin. La République ne représenta pour l'indien qu'une nouvelle forme d'expression de la politique des dominateurs. La libération indienne incarnée dans la lutte libertaire de Tupac Catari est toujours dans les fers. La politique indigène de Belzu fit naître un bref espoir chez les masses paysannes, mais la vie de l'indien continue de se traîner dans l'opprobre, l'exploitation et le mépris. Busch et Villaroel cherchèrent à modifier cet état de choses, mais la réaction de l'oligarchie nationale les en empêcha. Avec la Révolution du 9 avril (1953) vient le temps des grandes lois libératrices: la réforme agraire et le suffrage universel.

Grâce à la réforme agraire les indiens parviennent à se libérer du joug effroyable du patron. Il est regrettable que cette loi ne nous ait pas apporté tous les bienfaits que nous en attendions, en raison, principalement, du fait qu'elle a été élaborée dans un cadre essentiellement individualiste. De plus, par suite des agissements d'éléments de droite infiltrés au sein du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), elle n'a pas été complétée par d'autres lois favorisant l'investissement, la modernisation et la commercialisation des produits.

Le suffrage universel ne devrait pas méconnaître la participation organique des communautés indigènes à la vie politique. Il est regrettable qu'il ait trop souvent servi à faire naître une soif démesurée du pouvoir

chez nos hommes politiques. C'est la raison pour laquelle le droit de vote de l'indien n'a pas servi la cause de sa libération mais a fait surgir de nouvelles formes de mensonges et d'exploitation. Les hommes politiques de vieille souche se rapprochent des paysans, non pour les servir mais pour se servir d'eux. Certains mauvais paysans, devenus traîtres à notre histoire et à notre peuple, sont parvenus à introduire dans notre syndicalisme paysan les pratiques de l'arrivisme politique et de la corruption électorale. Par leur duplicité et leur bassesse dégradante, ils ont souillé notre nom et nos coutumes ancestrales. Nous devons le reconnaître avec humilité, leur pardonner avec générosité et tirer le meilleur profit possible de l'expérience acquise. L'important est de reprendre le chemin de grandeur tracé par nos ancêtres.

Nous ne croyons pas non plus aux paroles des partis se disant de gauche et ne pouvant se résoudre à admettre que la paysannerie soit maîtresse de son propre destin. Si elle veut devenir un véritable moyen de libération, toute organisation politique doit être créée, dirigée et soutenue par nous autres, les paysans. Nos organisations politiques doivent correspondre aux valeurs qui sont nôtres et à nos propres intérêts.

L'économie

Bien que la production agricole représente l'équivalent de 78% du produit national brut, nous ne bénéficions que de 34% du budget. Pendant ce temps-là, les 1,7% que représentent les chefs d'entreprise et les grands propriétaires terriens, reçoivent 21% du budget national. Alors que la Bolivie se range parmi les pays où le revenu per capita est l'un des plus bas du monde, puisqu'il représente à peine 120 dollars par habitant et par an, il se trouve encore que pour la majorité d'entre nous, nous arrivons difficilement à jouir de 50 dollars par an. Notre alimentation est l'une des plus pauvres du monde en vitamines. Le taux de mortalité reste chez nous aussi fort qu'il y a cinquante ans. Notre économie est une économie de subsistance. Notre travail nous permet tout juste de survivre, et très souvent nous n'y parvenons même pas.

Pourtant, personne ne peut nous accuser de ne pas travailler. C'est la politique agricole des gouvernements qui est néfaste. Nous sommes abandonnés à notre propre sort. Le pays dépense plus de 20 millions de dollars pour importer des produits agricoles que nous serions en mesure de produire. On préfère payer l'extérieur plutôt que de payer les paysans. Les crédits bancaires accordés à l'agriculture n'ont servi qu'aux nouveaux grands propriétaires et aux oligarques du coton, de la canne à sucre et de l'élevage.

La dévaluation monétaire décrétée par le gouvernement en octobre de l'année dernière a eu pour résultat de faire empirer la situation d'une économie déjà misérable. Personne ne s'est souvenu de l'existence des paysans. Les ouvriers des villes, les instituteurs, les fonctionnaires, etc. ont reçu le bénéfice des allocations familiales et le solde 14. Mais le paysan, véritable paria de notre société, n'a pas reçu la moindre compensation ou la moindre manne. Pour nous qui vendons au détail, les prix des produits agricoles sont restés pratiquement stationnaires. L'augmentation minime accordée ne compense pas l'augmentation de 40% des coûts de transport. Alors que ce que nous achetons (sucre, riz, outils de labour, engrais) a augmenté de 30 à 80%, ce que nous vendons n'a connu qu'une légère amélioration des prix. Par ailleurs, il y a une absence

totale de contrôle des prix à la campagne. Ce manque de contrôle fait que le paysan est toujours perdant car il est le plus faible. L'injustice d'une telle situation ne peut durer plus longtemps.

Ce que nous proposons pour en sortir, ce n'est pas l'intervention paternaliste du gouvernement ou de personnes de bonne volonté. Nous estimons que la seule solution consiste en une véritable organisation des paysans. L'équilibre entre les produits agricoles que nous vendons et ceux que nous achetons en ville ne peut être que le fruit d'un rapport de forces. Les paysans sont démunis parce qu'ils ne sont pas unis, organisés et mobilisés. Les organisations existantes au plan départemental et national ne sont pas les interprètes appropriés des intérêts de l'ensemble des paysans.

Les partis politiques et la paysannerie

En pratique, la paysannerie bolivienne ne s'est réellement affiliée à aucun parti politique parce qu'aucun d'eux ne représente ses intérêts véritables ni ne s'inspire de ses valeurs culturelles. Nous devons cependant reconnaître que ce fut le MNR qui alla le plus loin dans le sens des intérêts des paysans quand il vota les lois de la réforme agraire et du suffrage universel. Le MNR avait historiquement la possibilité de devenir un parti au service de la libération des paysans; mais il la perdit en raison, principalement, des éléments réactionnaires de droite et dépourvus de tout sens social qui s'étaient infiltrés dans ses rangs et qui parvinrent à contenir le processus de libération des paysans.

Ni le MNR actuel (1) ni les partisans de Barrientos ni les partis de la gauche traditionnelle ne sont des partis paysans. Si les paysans leur ont accordé leurs suffrages, c'est parce qu'ils ne pouvaient les accorder à personne d'autre. C'est parce que nous ne pouvions compter sur aucun parti qui nous soit propre. Les partis se sont servis des voix paysannes pour arriver au pouvoir et s'y maintenir. Les paysans doivent avoir leur propre parti pour représenter et défendre leurs intérêts sociaux, culturels et économiques. C'est la seule façon de rendre possible leur participation réelle et effective au plan politique, et de permettre le développement véritable et intégral du secteur rural. Il serait gravement erroné de croire à la possibilité d'un progrès économique et politique de la Bolivie sans la participation directe des paysans. La paysannerie est demeurée dans la passivité parce qu'on a toujours voulu qu'elle le reste. La paysannerie a la signification politique que les hommes politiques ont voulu qu'elle ait: un simple appui pour leurs ambitions. Elle ne deviendra une force dynamique qu'à partir du moment où on la laissera agir de façon autonome et autochtone. La participation politique effective des paysans à la réalité économique, politique et culturelle est actuellement impossible parce qu'on ne lui en laisse pas la faculté.

Les Forces Armées de la Nation, essentiellement constituées de paysans, doivent également se pénétrer de leur culture et se nourrir de leur vision des choses.

(1) Le MNR fait partie de la coalition gouvernementale (avec la Phalange socialiste qui, comme son nom ne l'indique pas, représente les intérêts traditionnels) sur laquelle s'appuie le colonel Banzer, président de la République. A noter que M. Victor Paz Estenssoro, principal dirigeant du MNR, vient d'être expulsé de Bolivie le 8 janvier 1974 (N.d.T.)

Le syndicalisme paysan

Bien qu'il soit une organisation vraiment représentative des paysans à la base et dans nombre de ses groupes régionaux, le syndicalisme paysan est très souvent devenu, à l'échelon départemental et national, un instrument au service d'intérêts parfaitement étrangers à notre classe. Tous les défauts propres à la politique partisane urbaine se sont introduits à la campagne par suite de l'action de pseudo-dirigeants qui se sont eux-mêmes érigés en représentants paysans. Ils ont été et continuent d'être les corrupteurs de notre peuple aymara et quechua, sous le regard bienveillant ou indifférent des autorités gouvernementales. Ce sont eux qui ont introduit en milieu rural le sectarisme, la politocailerie, le favoritisme, la corruption financière et morale, l'ambition personnelle, la haine entre frères, le faux esprit de chef (caudillismo) et l'absence de représentativité.

Pourtant, rien ne nous a été autant préjudiciable que le paternalisme, l'attente naïve de solutions venues d'en-haut et du dehors. C'est nous, les paysans, qui avons à prendre en mains le développement du pays et spécialement du secteur rural. On a voulu nous traiter politiquement comme des enfants, et les gouvernements, les mauvais dirigeants ont toujours tendu à nous donner comme "cadeaux" et par "charité" ce qu'en réalité on devait nous donner en justice.

C'est une humiliation pour notre histoire incaïque si transparente de voir des dirigeants paysans fourvoyés attribuer le titre de "Leader paysan" à chacun des présidents de la République qui se sont dernièrement succédés à la tête du gouvernement du pays. Le plus grand bien que puissent octroyer aux paysans les gouvernements et les partis politiques consiste à nous laisser élire librement et démocratiquement nos propres représentants, ainsi qu'à nous donner la possibilité d'élaborer notre propre politique sociale et économique à partir de nos enracinements culturels.

L'éducation en secteur rural

Nous voyons dans l'éducation rurale deux problèmes de la plus haute gravité: le premier concerne le contenu des programmes, le second concerne le manque sérieux de moyens éducatifs.

Ce n'est un secret pour personne que le système scolaire rural ne s'appuie pas sur nos valeurs culturelles. Les programmes ont été élaborés dans les ministères appropriés et répondent à des perspectives et des méthodes importées de l'étranger. L'éducation rurale est ainsi devenue une nouvelle forme - plus subtile - de domination et de paralysie. Les Ecoles Normales Rurales ne sont rien d'autre qu'un système de lavage de cerveaux pour les futurs instituteurs de campagne. L'enseignement donné n'a aucune racine tant du côté de ce qui est enseigné que de celui qui enseigne. Il est un enseignement étranger à notre réalité, non seulement à cause de la langue utilisée mais aussi par rapport à l'histoire, aux héros, aux idéaux et aux valeurs qu'il transmet.

Du point de vue de l'organisation pratique, l'école rurale est une espèce de CATASTROPHE NATIONALE. Le budget de l'Education est insuffisant et mal réparti, à l'avantage de la ville et au détriment de la campagne. Sans compter que, aujourd'hui, 51% des enfants de la campagne

ne peuvent aller à l'école pour la simple raison qu'il n'y en a pas dans les villages. La campagne ne manque pas seulement de salles de classe, elle manque aussi de livres, d'ardoises, de tables, de matériel pédagogique et surtout d'instituteurs qui aient un véritable amour pour notre peuple opprimé.

Nous pourrions continuer la liste de tous les aspects de la vie paysanne pour montrer comment celle-ci continue de grandir dans la misère la plus accablante et dans l'abandon le plus complet de la part des autorités. La révolution paysanne n'est pas faite; elle est à faire. Mais elle est à faire en brandissant de nouveau le drapeau et l'idéal de Tupac Catari, de Bartolina Sisa, de Willca Zárate... Elle est à faire à partir de ce que nous sommes.

Sur les hauts-plateaux légendaires de chez nous, il n'existe aucune infrastructure, aucune route; il n'y a pas l'électricité, pas d'hôpitaux, pas de progrès. Les moyens de transport sont insuffisants; les réseaux de commercialisation datent de l'antiquité; l'orientation technique est pratiquement nulle. On installe à la campagne un nombre excessif d'écoles normales, mais il n'y a pas d'écoles techniques. Tout reste pratiquement à faire. Nous ne demandons pas que cela se fasse; nous demandons simplement qu'on nous laisse faire.

Nous ne voudrions pas terminer ce document, qui voudrait être l'origine d'un puissant mouvement autonomiste de paysans, sans demander à la presse, à la radio et à toutes les institutions qui désirent sincèrement la promotion de la paysannerie, d'apporter leur soutien au noble désir qui est le nôtre de lutter en faveur de la véritable promotion de notre peuple et de l'ensemble de la Bolivie.

Les mineurs, les ouvriers des usines, les manoeuvres des chantiers de construction, les employés des transports, les classes moyennes pauvres sont nos frères et, sous une autre forme, les victimes de la même exploitation, les descendants de la même race et les compagnons du même idéal de lutte et de libération. C'est dans la mesure où nous serons unis que nous pourrons travailler à la grandeur de notre Patrie.

Nous demandons également à l'Eglise Catholique -l'Eglise de la grande majorité des paysans- ainsi qu'aux autres Eglises Evangéliques de nous apporter leur collaboration pour ^{cette} grande oeuvre de la libération de notre peuple Aymara et Quechua. Nous voulons vivre intégralement nos valeurs sans mépriser le moins que ce soit la richesse culturelle des autres peuples.

(Signé:) Centre de Coordination et de Promotion Paysanne Mink'a
Centre Paysan Tupac Catari
Association des Etudiants Paysans de Bolivie
Association Nationale des Instituteurs Paysans

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)